



HAL
open science

Féminismes et ‘convergence des luttes’ au temps de la Covid-19 et de la cancel culture

Réjane Sénac

► **To cite this version:**

Réjane Sénac. Féminismes et ‘convergence des luttes’ au temps de la Covid-19 et de la cancel culture. *Diogène: Revue internationale des sciences humaines*, 2021, 267-268, pp.234 - 253. 10.3917/dio.267.0234 . hal-03374070

HAL Id: hal-03374070

<https://hal.science/hal-03374070>

Submitted on 15 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

FÉMINISMES ET « CONVERGENCE DES LUTTES » AU TEMPS DE LA COVID-19 ET DE LA *CANCEL CULTURE*

par

RÉJANE SÉNAC

Diogène, n°267-268, 2019

Article publié en 2021 (Revue interrompue en 2019 et 2020)

DOI : 10.3917/dio.267.0234

L'égalité : point de confluence des mouvements de dénonciation des injustices ?

La structuration binaire opposant les 1% les plus riches (Shiva 2019), qui cumulent privilèges et profits dans le monde d'aujourd'hui et d'hier, aux 99% restants, définis en creux, symbolise l'alliance de la majorité – malgré de grandes différences entre les groupes qui la composent – au nom d'un intérêt commun à changer de/le monde (Arruzza, Bhattacharya & Fraser 2019). Cette opposition est ambivalente car la justification de l'alliance des 99% contre un ennemi commun, le néolibéralisme et/ou les élites qui l'incarnent, repose sur une forme de dépolitisation par l'invisibilisation des différences, voire des divergences d'intérêt et des désaccords idéologiques, caractérisant ces 99%. La catégorie des « 99% » peut être considérée comme un « signifiant vide » (Laclau 2000) car si elle permet au plus grand nombre de s'y reconnaître, c'est dans un flou qui participe de la neutralisation des différences de positionnements individuels et collectifs. L'association des 99% à la construction d'un commun ne niant pas les spécificités de ses différentes composantes est essentielle pour lui donner une épaisseur, un sens théoriques et pratiques. Dans le *Manifeste pour un féminisme pour les 99%*, Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser s'inscrivent dans cette perspective en affirmant que « les différences, les inégalités et les hiérarchies induites par les relations sociales capitalistes donnent *réellement* lieu à des conflits d'intérêts parmi les opprimé.e.s et les exploité.e.s » (Arruzza et al. 2019 : 124). Parce qu'il prend au sérieux le défi d'un « faire commun » qui ne nie pas la complexité des inégalités structurelles, ce manifeste souligne le dilemme consistant à se battre à la fois pour leur reconnaissance et contre leur exacerbation, leur instrumentalisation en faisant émerger un universalisme « toujours en formation, toujours ouvert aux transformations et aux contestations et toujours renouvelé par la solidarité » (id., *ibid.*). La proposition d'un nouvel « universalisme façonné par la multiplicité des luttes venant d'en bas » (id., *ibid.*) s'inscrit dans le diagnostic d'échec

de la prolifération de luttes fragmentaires à faire émerger « des alliances suffisamment larges et robustes pour transformer la société. » (id., *ibid.*) Le féminisme dit anticapitaliste, incarné par les grèves de militantes ayant en particulier paralysé l'Espagne le 8 mars 2018, est ainsi pris comme exemple d'un mouvement pouvant relever les défis contemporains « en s'alliant avec les antiracistes, les écologistes, les militant.e.s pour les droits des travailleurs, des travailleuses et des migrant.e.s » (*ibid.* : 16).

Quelles sont les expressions de ce défi dans la société française contemporaine ?

Nous aborderons cette interrogation à partir d'une recherche qualitative, menée de juillet 2019 à août 2020, auprès de plus de 120 responsables associatifs ou de collectifs féministes, anti-racistes, écologistes, anti-spécistes, pour la justice sociale et/ou de lutte contre la pauvreté, mais aussi d'activistes avec des affiliations plurielles et fluides. Cette enquête analyse la cohabitation paradoxale de la prise de conscience de la nécessité de faire alliance pour être efficace et de la méfiance vis-à-vis d'une « convergence des luttes » potentiellement source de nouvelles hiérarchies et hégémonies (Lorde 2003). Cette méfiance provient à la fois des leçons tirées de l'histoire des mobilisations, marquée en particulier par la tentation de hiérarchiser les luttes, et du constat des difficultés, voire de l'impossibilité, d'échanger entre militant.e.s dénonçant pourtant les mêmes injustices et défendant les mêmes principes.

Dans la continuité du *Manifeste pour un féminisme pour les 99%*, cette recherche a pour but d'éclairer comment « les luttes d'en bas », et non pas le militantisme dans sa forme traditionnelle de syndicat ou de parti (Dreyfus & Rabinow 1984), discutent et portent un horizon d'alliances qui ne soient pas hégémoniques.

En lien avec mes recherches sur les conditions d'im.possibilité de l'application du principe libéral et républicain d'égalité à celles et ceux qui ont été exclu.e.s théoriquement et historiquement de la communauté des acteurs politiques, les « non-frères » (Sénac 2015, 2017, 2019), cette question est abordée en partant de l'hypothèse que l'égalité, malgré ses ambivalences, dilemmes, voire contradictions théoriques et historiques (Scott 1998), peut constituer la base d'une confluence des mobilisations vers une émancipation commune. Au-delà de leurs spécificités, en particulier en termes de publics concernés et de répertoires d'action, l'adhésion et la réappropriation de ce principe serait alors un point commun participant d'une convergence des mobilisations, non seulement dans le *contre* de la dénonciation d'un système capitaliste structurellement patriarcal (Federici 2019), colonial (Ferdinand 2019) et écocidaire, mais aussi dans le *pour* d'une « égalité radicale » reposant et débouchant sur l'élaboration de propositions alternatives dans l'imbrication des

émancipations féministe, écologiste et décoloniale (Butler 2020 ; Eaubonne 2018 ; Rousseau 2019 ; Vergès 2019).

L'enjeu est d'appréhender l'expression contemporaine, voire la résolution, des apories constitutives de l'énonciation d'un universel (Zerelli 2001) des luttes émancipatrices. Il s'agit pour cela d'interroger la place donnée au principe d'égalité dans l'élaboration d'un langage et d'un horizon communs. Comme l'analyse en particulier Étienne Balibar, la querelle des universels exprime les paradoxes caractérisant l'avènement du politique dans l'institution d'un commun qui soit celui de l'émancipation et non de l'hégémonie. L'universalité est ici entendue comme la formulation d'une solution toujours problématique dans la mesure où « constituer des communautés, énoncer l'universel, ou développer une idéologie dominante sous laquelle des individus se rassemblent pour y "réconcilier" leurs intérêts divergents et leurs convictions incompatibles, c'est en fait la même chose » (Balibar 2012 : 63).

Le 18 juillet 2020, la 4^{ème} marche pour rendre justice à Adama Traoré, 24 ans, mort suite à son interpellation par les gendarmes le 19 juillet 2016, constitue un jalon dans ce processus de réconciliation. Il s'agit de la première marche que le comité Adama a coorganisé avec un mouvement citoyen alliant un engagement pour le climat et la justice sociale, Alternatiba. Le choix du hashtag #OnVeutRespirer est une manière d'inscrire le combat contre les violences policières en France dans un contexte international de dénonciation du racisme structurel des sociétés occidentales, en particulier de leurs forces de l'ordre, et de visibilité de l'imbrication des questions raciales et écologiques.

Après avoir analysé la manière dont la question de la « convergence des luttes » se pose pour les militant.e.s engagé.e.s contre les injustices, dont les féministes, dans une période où l'expérience de la Covid-19 a amené à expérimenter la dimension vitale – car mortelle – de l'imbrication des urgences sociales et écologiques, nous examinerons ce que les controverses autour de l'expression de « *cancel culture* » disent des résistances à la dénonciation des responsabilités individuelles et collectives. Nous aborderons ensuite la manière dont les féminismes contemporains sont mis à l'épreuve par l'horizon d'une émancipation commune dans la reconnaissance et la réappropriation de l'interdépendance sociale, écologique et politique (Butler 2020).

Les mobilisations contre les injustices à l'épreuve de la Covid-19

À partir du début des années 2010, en écho aux contestations populaires ayant eu lieu dans de nombreux pays du monde arabe (Bahreïn, Egypte, Jordanie, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie, Yémen) sous le nom de « printemps arabe », l'occupation de places publiques a été

analysée comme marquant une « nouvelle génération de mouvements » fondés « davantage sur un pragmatisme culturel et l'expérience personnelle que sur une organisation qui leur donnerait une identité collective » (Pleyers & Glasius 2013 : 59-80). Ces rassemblements de citoyen.ne.s se réappropriant des espaces symboliques du pouvoir politique et/ou économique pour en faire des « lieux de colère » (Combes, Garibay & Goirand 2016) construisent un collectif sur la base « d'un sentiment commun et non plus d'une appartenance politique » (Sourice 2017 : 141). Les communautés de colère et de résistance face à des injustices subies individuellement, mais dénoncées collectivement, ne recouvrent, certes, ni les mêmes enjeux, ni les mêmes modalités de contestation (Guichoux 2016) lorsqu'il s'agit de renverser des régimes autocratiques ou de dénoncer les dérives oligarchiques de régimes démocratiques. Le renouveau transnational et national de la contestation bouscule néanmoins le rapport aux frontières et aux catégories du politique à travers l'émergence d'une aspiration démocratique se méfiant des médiations et des affiliations et prenant la forme d'un « mouvement de contestation générale des gouvernants et de leur jeu, au nom du peuple » (Hayat 2008, en ligne).

C'est dans ce contexte international de réappropriation de la parole démocratique par des démarches participatives que la pandémie mondiale de la Covid-19 a accéléré la prise de conscience de la nécessité d'articuler le global et le local à la fois dans la compréhension des enjeux et dans les réponses à apporter. Cette pandémie constitue un événement au sens que lui donne Alain Badiou (1997) car, dans son surgissement, elle est un bouleversement invitant à un processus de vérité sur ce qui constitue l'humain dans son interdépendance avec le non-humain, sur le sens de la vie, et sur la pertinence et le rôle des frontières identitaires et géopolitiques. Cet événement fait crise car il nous contraint à porter un jugement sur la signification et la légitimité des catégories, des hiérarchies et des objectifs qui structurent notre monde et conditionnent nos interactions et nos choix. Associées aux Lumières, entendues comme un mouvement philosophique et littéraire de dépassement de l'obscurantisme religieux et politique d'un Régime disqualifié comme « Ancien », le pouvoir de la raison humaine et la rationalité du monde dit « moderne » (Latour 1991) sont mis à l'épreuve par cette pandémie et sa difficile « gestion » par des États confrontés aux conséquences de leur priorisation du profit sur la vie. Longtemps sacralisées comme des sources d'émancipation et d'épanouissement, la déraison humaine et la croyance en une croissance illimitée de la production et de la consommation (Charbonnier 2020) sont en particulier associées au système d'accaparement et de destruction des ressources – humaines et non-humaines – dénoncé comme étant à l'origine de ce type de virus mortel et de sa propagation.

La crise de la Covid-19 est aussi, pour reprendre la typologie de Gilles Deleuze, un accident au sens d'« effectuation spatio-temporelle dans un état de choses » et un évènement comme « jets de singularités » (Deleuze 1969 : 68). Ce qui est en jeu, c'est une rencontre, plus ou moins réussie/manquée, entre une actualité brusque et le sens, mais aussi les non-sens ou tout au moins les dilemmes et les contradictions, qu'elle participe à mettre au jour en démasquant les récits mythifiés, en particulier celui d'une France pays d'égalité (Oxfam 2020 ; Observatoire des inégalités, 2020). Ainsi comprise, cette crise ne peut pas seulement être perçue comme l'actualisation de problèmes à résoudre, mais comme une expression fondamentalement « problématique et problématisante » (Deleuze 1969 : 69). L'ampleur de la pandémie de la Covid-19 ne se réduit pas à sa manifestation dans un moment empirique marquant une imperfection passagère du système économique et politique qu'il suffirait de corriger par une sophistication des techniques médicales et/ou de gouvernement. Elle met en évidence la dimension mortelle, et donc vitale, de l'interdépendance de l'humain au-delà – ou plutôt en deçà – des frontières érigées entre humains, des découpages territoriaux et de la position de surplomb de l'homme par rapport au non-humain. La posture d'extériorité/supériorité de l'homme est symbolisée par l'utilisation de termes anthropocentrés tels qu'« environnement » ou « nature ». Si cette crise dit la vulnérabilité du vivant, et pas seulement de l'humanité, elle rend encore plus visibles, invivables et inacceptables (Cohen & al. 2020) les inégalités dans l'entrecroisement des dimensions sociales, territoriales, sexuées et racisées (Fassin 2020, Bouamama 2020, FUIQP 2020, Mégret & Pombet 2020, Boring, Sénac, Dominguez, Mercat-Bruns & Périvier 2020).

Parce qu'elle manifeste « une rupture d'intelligibilité » (Bensa & Fassin 2002 : 4), un déplacement contraint, cette pandémie peut être considérée comme une occasion de discerner la nécessité vitale de penser et porter un changement profond vers une interdépendance émancipée. Le risque de recomposition du système global responsable de cette crise et de son ampleur (Latour 2020, Tribune collective 2020) est grand dans la mesure où les sociétés dans lesquelles nous vivons reposent sur un mode de production consubstantiellement inégalitaire dans l'accaparement et la destruction de ressources humaines et non-humaines. Les actrices et acteurs des mobilisations contre les injustices sont donc confronté.e.s au défi de porter une opposition, mais aussi des propositions pour que *le monde d'après* soit celui du dépassement d'un système reposant sur l'imbrication des oppressions et des dominations sexiste, raciste et écocide. La pandémie et ses conséquences ont mis en évidence l'interdépendance des humains entre eux et avec le vivant entendu au sens large. Dans ce contexte d'urgences écologiques et sociales, et de dénonciation de l'impunité des violences sexistes et racistes, la

question de l'efficacité des mobilisations contre les injustices se pose non pas pour un type de public spécifique, mais pour un écosystème interdépendant comprenant tous les êtres humains, les animaux non-humains et « la nature ». Si le terme de nature est entre guillemets, c'est parce que les militant.e.s antispécistes interviewé.e.s soulignent qu'il renvoie à un dualisme anthropocentré propre à la modernité occidentale (Descola 1984) et qu'il est temps de le dépasser à la fois par cohérence idéologique et par pragmatisme, la survie et la qualité de la vie humaine n'ayant pas d'avenir dans un monde détruit. Dans la même perspective, utiliser l'expression « animaux non-humains » permet de souligner la dimension politique de l'anthropocentrisme en mettant en question la binarité humanité/animalité. Au-delà de leurs différences, en particulier dans leur rapport à la spiritualité et aux liens entre « nature » et « nature féminine », les militantes écoféministes interviewées font aussi reposer la transversalité de leur engagement sur la reconnaissance de l'imbrication des oppressions capitaliste, patriarcale et écocide. Elles appellent à la vigilance vis-à-vis d'un néolibéralisme qui modernise et respectabilise ces dominations structurelles derrière l'écran de fumée d'un *feminism washing* combiné à un *green washing*.

De manière générale, les responsables d'association, de collectif ou les activistes interviewé.e.s ont pour point commun de se poser la question de comment participer individuellement et collectivement à faire advenir un monde plus juste et heureux en remettant en cause les dominations croisées au fondement du capitalisme et de la démocratie exclusive (Fraisie 1997). L'interrogation sur le type de société à créer implique de manière concomitante une prise de position dans le *contre* de la remise en cause de systèmes économique et politique hérités et dans le *pour* des conditions à mettre en œuvre pour rendre le souhaitable possible. Elle se décline en différentes questions dont celle de savoir quels individus et/ou quels groupes sont concernés par la synergie, ou plus fondamentalement l'imbrication, des dominations et des émancipations. Comment se positionner par rapport au triptyque sexe/race/classe (Dorlin 2009) et aux 25 critères de discrimination – et pourquoi ? Quid de l'exploitation, voire de l'extermination (Gancille 2020), des animaux non-humains, et plus largement du vivant ?

Le face-à-face entre les 1% les plus privilégiés et le reste de l'humanité aura-t-il vraiment lieu et sous quelles formes dans un contexte où le confinement, et plus largement les conséquences de la pandémie, ont accentué les différences de situation et les inégalités (Dubet 2020) au sein des 99% ? L'alliance des mobilisations contre le sexisme, le racisme, les inégalités économiques et sociales, et pour l'écologie se fera-t-elle sur la base de la reconnaissance d'une humanité commune et d'un intérêt commun à préserver « notre » planète ou reposera-t-elle sur le dépassement de l'anthropocentrisme dans

la reconnaissance de l'interdépendance du vivant, des vivants ? Les êtres humains vont-ils/elles se battre en tant qu'allié.e pour les animaux non-humains et le vivant, ou ne les considérer que lorsque la survie et la qualité de vie de l'humanité en dépendent ?

La complexité de ces questions souligne que le défi posé aux militant.e.s engagé.e.s contre les injustices, en particulier les féministes, est celui d'une exigence inconfortable dans la réflexion et l'action. Cette pandémie ne porte pas une incertitude passagère, mais interroge profondément les conditions pour que demain ne soit pas une reproduction exacerbée des rapports de force et des violences héritées, mais permette leur dépassement. Dans ce contexte, le repli dans des scénarii peuplés de boucs-émissaires et d'hommes providentiels peut sembler rassurant, mais cela ne doit pas occulter le fait qu'il participe de la reproduction, voire de l'amplification des dominations. Dans la mesure où, au niveau national et international, « il n'y a pas de consensus sur ce qui constitue le terrain de l'injustice, sur le cadre du débat » (Fraser 2011), la proposition de la philosophe américaine Nancy Fraser d'imaginer de nouvelles structures d'arbitrage et de résolution des litiges au niveau transnational (2007, 2008) garante de la « parité de participation » des actrices et acteurs en présence est stimulante.

Les féminismes et les controverses autour de l'expression de Cancel culture

L'inconfort associé aux mobilisations féministes est illustré par les controverses autour du recours à l'expression de *cancel culture*. Afin de comprendre ce que les usages de cette expression disent de spécifique, il faut s'interroger sur les différents contextes dans lesquels elle est énoncée. Elle apparaît aux États-Unis pour décrire les actions militantes discréditant une personnalité publique en la dénonçant non pas via un recours juridique, mais à travers des attaques coordonnées, généralement lancées en ligne, contre une personne afin de détruire sa réputation et de la rendre infréquentable, avec des conséquences sur sa vie professionnelle et personnelle. Cette expression est alors utilisée pour critiquer les tendances au dogmatisme et à la coercition à travers la stigmatisation et la mise au ban des personnes dont les prises de position sont considérées comme non-conformes, et ceci au sein même du camp progressiste. Elle a le mérite de poser des questions essentielles en ce qui concerne les conditions de possibilité d'un débat respectant les droits fondamentaux, particulièrement la liberté d'expression, le droit à la sécurité et la dignité des personnes, dans une époque qui est celle de l'immédiateté et de la violence des réseaux sociaux. Elle constitue un rappel toujours nécessaire et utile du caractère exigeant et complexe du cadre de la démocratie libérale dans l'articulation entre

liberté, justice et égalité. La tribune « *A Letter on Justice and Open Debate* » signée par 150 personnalités dont Margaret Atwood, J. K. Rowling et Salman Rushdie, publiée le 7 juillet 2020 dans le *Harper's Magazine* et le 8 juillet 2020 dans *Le Monde*, appelle à la vigilance face au risque d'affaiblissement des « règles du débat public et l'acceptation des différences au profit d'un conformisme idéologique » au sein même du camp se positionnant comme progressiste. Il y est précisé que « la censure, que l'on s'attendait plutôt à voir surgir du côté de la droite radicale, se répand largement aussi dans notre culture : intolérance à l'égard des opinions divergentes, goût pour l'humiliation publique et l'ostracisme, tendance à dissoudre des questions politiques complexes dans une certitude morale aveuglante. Nous défendons le principe d'un contre-discours solide et même caustique de toutes parts. »

Le passage du camp des ami.e.s à celui des adversaires, voire des ennemi.e.s (Mouffe 2016), est aussi dénoncé par des féministes françaises comme Marguerite Stern, ex-FEMEN à l'initiative des collages contre les féminicides. Elle rapporte des violences, dont des propos haineux sur les réseaux sociaux, avec l'usage d'expression comme « Les TERFS au bûcher » (TERFS pour « *trans-exclusionary radical feminist* »). Ainsi, lorsqu'il y a désaccord concernant des sujets tels que le rapport à la transidentité ou au consentement dans son application en particulier au port du voile ou à la prostitution, le refus de considérer l'autre comme une interlocutrice ou un interlocuteur légitime rend impossible un échange fondé sur le respect du pluralisme et de l'intégrité de chacun.e. La dénonciation de cette dérive illibérale est légitime, mais ne doit pas amener à éluder la question de savoir pourquoi ce terme est utilisé prioritairement, voire exclusivement, pour dénoncer des militant.e.s féministes et anti-racistes, et non tout individu ne respectant pas les règles de l'échange pluraliste. Cette focalisation est d'autant plus questionnable que certain.e.s militant.e.s conservateurs, en particulier ceux se situant à l'extrême droite, utilisent la menace et l'intimidation, notamment via des cyber-attaques et la *fachosphère*, mais aussi les agressions verbales et physiques comme une stratégie pour « éliminer » celles et ceux qu'ils considèrent comme des opposant.e.s ou des déviant.e.s. Comme le souligne Judith Butler dans son entretien du 22 septembre 2020 pour le magazine britannique *New Statesman*, explicitant en particulier pourquoi elle n'a pas signé la tribune dans *Harper's Magazine* : « *if we are going to object to harassment and threats, as we surely should, we should also make sure we have a large picture of where that is happening, who is most profoundly affected, and whether it is tolerated by those who should be opposing*

it. It won't do to say that threats against some people are tolerable but against others are intolerable »¹.

Les expressions de *cancel culture* ou de *call out*, traduites par culture de la délation ou de l'humiliation, ont ainsi émergé en France pour alerter face aux risques de dérive dogmatique des mobilisations luttant contre le sexisme et/ou le racisme. Elles ont en particulier été associées à la levée du tabou concernant les violences sexistes et sexuelles, incarnée par le mouvement #MeToo. Si les milieux progressistes ne doivent pas être exemptés d'une exigence de cohérence, en particulier concernant leur rapport au débat démocratique, le fait que le risque de dogmatisme et de censure soit brandi prioritairement, voire exclusivement, envers ou plutôt contre elles/eux n'est pas neutre. Il est notable que nombreuses et nombreux sont les militant.e.s féministes et anti-racistes qui subissent des attaques répétées et violentes ayant pour objectif de les réduire au silence. Ces attaques prennent principalement la forme d'un cyber-harcèlement de la part de militants sexistes et racistes, mais point n'est alors question de dénonciation de la *cancel culture*. Le fait que la défense des principes fondamentaux, dont la liberté d'expression et la présomption d'innocence, ne soit pas mobilisée de manière générale, mais en ciblant un type d'actrices et d'acteurs amène à s'interroger sur les ambivalences de cette expression, ou plutôt de ses usages. Sous couvert de protection de la liberté, en particulier de création, l'emploi de l'expression de *cancel culture* ne participe-t-il pas de l'impunité d'un système et d'individus reproduisant des injustices et des violences pourtant consensuellement critiquées ?

Il est à la fois *mainstream* et d'une subversion valorisante de se revendiquer féministe et contre les violences, de s'enthousiasmer pour les interventions percutantes d'Alexandria Ocasio-Cortez², députée démocrate de l'Etat de New York, et de rendre hommage au courage de Gisèle Halimi ou de Simone Veil. Comment comprendre alors le discrédit des mobilisations contemporaines, en particulier féministes et anti-racistes, stigmatisées comme trop radicales ?

1. Judith Buter interviewed by Alona Ferber, *New Statesman*, 22 September 2020: <https://www.newstatesman.com/international/2020/09/judith-butler-culture-wars-jk-rowling-and-living-anti-intellectual-times> : « Si nous voulons nous élever contre le harcèlement et les menaces – et il ne fait pas de doute que nous devrions le faire – il faut également nous assurer d'avoir une vue d'ensemble de ce qui est en train de se passer, de celles et ceux qui sont les plus profondément concerné.e.s et de la question de savoir si celles et ceux qui devraient s'y opposer le tolèrent ou non. Et n'allez pas dire que les menaces contre certaines personnes sont tolérables, mais qu'elles sont intolérables lorsqu'elles en concernent d'autres » (ma traduction).

2. Voir en particulier son discours féministe du 23 juillet 2020 pour répondre au député républicain Ted Yoho l'ayant qualifié de « fucking bitch »

La remise en cause des injustices véhiculées par l'ordre hérité, impliquant le déboulonnage des statues et des mythes, est valorisée lorsqu'elle se situe dans l'avant ou l'ailleurs, mais elle est discréditée comme un excès dangereux quand elle concerne l'ici et maintenant. La polémique autour de la démission de Christophe Girard du poste d'adjoint à la culture de la Mairie de Paris peut être considérée comme illustrant cette contradiction. En effet, dans son communiqué du 23 juillet 2020 informant de sa démission, suite à une mobilisation féministe dénonçant sa proximité avec l'écrivain Gabriel Mazneff poursuivi pour « viol sur mineurs », Christophe Girard fait référence au « climat délétère général de nouveaux maccarthysmes avec la montée de la *cancel culture*, où l'on piétine notre Droit et le Code pénal ». Cette expression constitue ici explicitement un écran au débat sur les responsabilités personnelles et politiques dans la reproduction des inégalités et des violences systémiques. Il est à noter que les deux conseillères de Paris EELV nouvellement élues, Alice Coffin, co-fondatrice de la Conférence Européenne Lesbienne, et Raphaëlle Rémy-Leleu, ancienne porte-parole d'Osez le féminisme, engagées dans cette mobilisation au nom de la cohérence politique et des engagements pris pendant la campagne, ont subi un déferlement de haine sur les réseaux sociaux. Alice Coffin a en particulier été mise sous protection policière au regard de la violence des insultes et des menaces sexistes et lesbophobes à son encontre. S'il est indéniable qu'elles aient été victimes d'intimidation, d'humiliation et de discrédit portant à la fois sur leur légitimité à être des représentantes politiques et sur leur vie privée, les attaques qu'elles ont subies n'ont pourtant pas été qualifiées de *cancel culture*.

Cette défense à géométrie variable de la liberté d'expression, de la sécurité et de la dignité des personnes est en particulier incarnée par la tribune de Mazarine Pingeot, publiée le 29 juillet 2020 dans *Le Monde* sous le titre « Ce mortel ennui qui me vient... ». Dans le même registre condescendant et cynique que la tribune de 100 personnalités pour la liberté d'importuner publiée dans *Le Monde* le 8 janvier 2018 suite au mouvement MeToo, elle dénonce le puritanisme des mobilisations féministes contre Christophe Girard. Celle qui fut son témoin de mariage exprime son « mortel ennui » « devant la victoire d'extrémistes de la médiocrité au nom de "l'éthique" » Elle tourne en dérision les mobilisations contre les violences en les rabaisant au registre moral d'une censure jugée d'autant plus insupportable que l'indignation est « devenue la monnaie courante de tous les frustrés de la terre, des médiocres » (Tribune Pingeot 2020). Afin de discréditer celles et ceux qui déchiffrent et dévoilent les violences envers les femmes et les personnes racisées comme l'expression et le moyen d'un système de domination, la feinte habile – quoique éculée – est d'en faire des censeur.e.s mettant en péril une société pluraliste, vi(v)able et esthétique. La défense de l'art et des créateurs

comme incarnant légitimement une liberté sans limite, un monde pertinemment hors la loi, est intéressante car elle participe d'une dépolitisation esthétisante de notre héritage et des violences sur lesquelles il repose et qu'il magnifie. La dépolitisation des mobilisations rabaisées au rang de puritanisme mesquin est ainsi un outil de déresponsabilisation des individus et des structures portant les inégalités. À l'heure où une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint, l'utilisation de la métaphore de « mortel ennui » est aussi indécente et violente que celle de l'étouffement par le Ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin le 28 juillet 2020 pour défendre la police face aux dénonciations de violences policières. Dans ce contexte, l'enjeu n'est pas de se positionner par rapport à une alternative formelle et rhétorique « pour ou contre la liberté d'expression et/ou la *cancel culture* », mais de discuter de comment articuler et non opposer la liberté et l'égalité ? Les travaux du théoricien du politique Philip Pettit sont particulièrement stimulants en ce qu'ils associent cet horizon à une « liberté de non-domination » où aucun individu ne sera plus soumis à la « maîtrise exercée par les autres » (Pettit 2004 : 41) du fait de son association/assignation à une « ou des classes de vulnérabilité » (ibid. : 189-190).

Un horizon d'émancipation partagée dans une interdépendance apaisée

À la fin de *La Colonie* de Marivaux (1750), Timagène, un aristocrate, s'adresse aux femmes, nobles et du peuple, qui s'étaient unies pour se révolter contre le pouvoir des hommes. Avec l'assurance des dominants, il siffle la fin de l'alliance/convergence des luttes et rétablit l'ordre : « Je me réjouis de voir l'affaire terminée. Ne vous inquiétez point, Mesdames ; allez vous mettre à l'abri de la guerre, on aura soin de vos droits dans les usages qu'on va établir » (Marivaux 2004 : 92).

En écho à l'appel pour la 4^{ème} marche pour rendre justice à Adama Traoré, celui publié le 30 juillet 2020 par *Mediapart* pour une « Rencontre des Justices, sociale et environnementale » en octobre 2020 à Marseille, par de jeunes activistes et responsables de l'entrepreneuriat social ou écologique, porte un scénario alternatif d'alliance des luttes fondée sur la visibilisation des injustices, des violences et la construction d'une union des forces sociales et écologiques pour construire ensemble une société plus juste, durable et inclusive.

Ce qui émerge de l'enquête qualitative effectuée auprès de plus de 120 responsables d'association et activistes avant et pendant la crise sanitaire de la Covid-19, c'est que l'entrée dans l'engagement se fait majoritairement en partant de sentiments d'injustice. Ils s'éprouvent dans des « épreuves existentielles » (Boltanski 2009)

qui, qu'elles soient vécues directement ou observées, constituent la base émotionnelle de la dénonciation d'injustices individuelles et collectives. Face au vécu des inégalités, les activistes et responsables associatifs font part de leur défiance vis-à-vis du recours à un principe d'égalité réapproprié par les élites comme une ruse pour occulter les injustices systémiques sous couvert d'une rhétorique de la généralité (Derrida, 2005). Le soupçon de partialité pèse sur toute tentative de former des énoncés normatifs à validité universelle. La méfiance vis-à-vis du principe d'égalité exprime plus largement une critique vis-à-vis d'approches réformistes, considérées au mieux comme trop lentes et superficielles, ayant fait preuve de leur inefficacité pour lutter contre les inégalités. L'égalité est alors perçue comme un slogan réapproprié par les élites économiques et politiques pour vider ce principe de son pouvoir de transformation en le réduisant à « une égalité des chances de dominer alors que la planète est en flammes » (Arruzza, Bhattacharya & Fraser 2019 : 15). En écho à l'analyse portée par le *Manifeste pour les 99%*, choisir ce chemin, ou continuer à le parcourir sans changer de direction, est considéré, par la majorité des militant.e.s interviewé.e.s, comme « lourd de conséquences » car il « mène vers une planète calcinée sur laquelle la vie humaine sera appauvrie au point d'en devenir méconnaissable – ou s'éteindra » (ibid. : 13-14). Il est notable que, pour les responsables et activistes féministes interrogées, le principe d'égalité reste néanmoins pertinent et central. D'une part, parce que les inégalités sont dénoncées en référence à cet horizon et, d'autre part, parce que ce principe est appréhendé dans son acception politique de déconstruction des dominations et des oppressions.

En ce qui concerne l'articulation du « quoi » et du « comment », face au diagnostic de crise globale au sens à la fois de globalisée et de transversale aux dimensions économique, sociale et écologique, les responsables et activistes interviewé.e.s soulignent l'importance de donner la parole aux « premier.e.s concerné.e.s » pour dépasser une démocratie représentative avant tout de l'élite et de ses intérêts. De plus, face aux urgences écologiques et sociales, la question que se posent les responsables d'association et les activistes est de savoir comment faire nombre et synergie en relevant un double défi : prendre en compte de manière imbriquée des enjeux vitaux de fin du monde et de fin du mois, sans perdre la spécificité de chaque mobilisation, sans que l'une d'entre elles ne devienne première par rapport aux autres. L'articulation entre le « qui », le « quoi » et le « comment » des mobilisations interroge si et selon quelles modalités le diagnostic de l'interdépendance des dominations débouche sur l'interdépendance des émancipations. Les implications de ce défi en termes de stratégie d'action sont résumées dans la célèbre phrase attribuée à l'activiste aborigène d'Australie Lilla Watson : « Si tu viens pour m'aider tu perds ton temps, si tu viens parce que tu

penses que ton émancipation est liée à la mienne, nous allons travailler ensemble ».

Le respect de la parole des « premier.e.s concerné.e.s » et de la diversité des tactiques qui découle des différences de positionnement et de point de vue – du plaidoyer à la désobéissance civile en passant par la remise en cause de la frontière violences légitimes/non-violence – constituent des quasi-consensus sur le « qui » et le « comment » de l'émancipation. Concernant le « quoi », le passage du *contre* les injustices au *pour* une vision commune fait retour sur le « comment » dans la mesure où la remise en cause d'un dénouement révolutionnaire par un « grand soir », voire même par de « petits matins », est assortie de la valorisation de la réponse par l'expérimentation, le local était réhabilité comme le lieu du « faire commun.e ». Le niveau local est en effet associé à l'instauration de rapports interindividuels de confiance construits autour de projets concrets permettant d'expérimenter l'élaboration d'un bien commun dans un vécu partagé et non dans un modèle préconstitué et rigide. Afin de souligner leur attachement à une émancipation dont les modalités ne soient pas dictées par une quelconque autorité ou orthodoxie, les féministes interrogées ont souvent cité la réponse de l'anarchiste Emma Goldman à un camarade s'indignant de son comportement à une soirée : « Une révolution où je ne pourrai pas danser ne sera pas ma révolution ».

La mise en place d'espace ou de moment de convivialité et de confiance, que cela soit sous une forme pérenne comme la Maison des femmes Thérèse Clerc de Montreuil, les actions de l'association « Genre et ville » ou comme des rendez-vous autour de l'apprentissage des technologies numériques avec le Reset, hackerspace queer et féministe, à la Mutinerie, créent un commun dans le partage et l'échange. Ces expériences sont décrites et pensées par les militantes qui les portent, avec la plus grande horizontalité possible, à la fois comme vectrices d'émancipation pour celles et ceux qui les vivent et comme des expérimentations constituant des « politiques préfiguratives » (Vitiello 2019). Comme l'analyse la philosophe Diane Lamoureux en discutant Hannah Arendt, l'« agir ensemble » participe alors d'un processus d'autonomie par le concret permettant de dépasser les assignations identitaires en mettant en scène un pouvoir de faire libérateur à travers lequel les femmes, mais aussi plus largement toutes les personnes renvoyées à des « groupes de vulnérabilité » (Garrau & Le Goff 2009), deviennent des actrices et non pas seulement des « enjeux/objets des politiques publiques » (Lamoureux 2010).

L'imbrication de l'intime et du politique est revendiquée en termes de diagnostic et de réponse, dans la mesure où le vécu et l'expérience sont posés comme centraux dans la prise de conscience et la dénonciation des injustices dans leurs dimensions systémiques et

globales. La question de comment faire le lien entre la dimension globale du diagnostic et le niveau local des réponses par l'expérimentation est abordée de manière elliptique, voire énigmatique par les militant.e.s interrogé.e.s. Cette dissonance est souvent résolue à travers une affirmation métaphorique – « les îlots feront les archipels » –, métaphore associée principalement au municipalisme libertaire (Boochkin 2019) ou aux travaux des philosophes et écrivains Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau, en particulier sur l'identité-relation. Les activistes et militantes interviewées associent les expérimentations du « faire commun » à la mise en œuvre d'« utopies réelles » (Wright 2017). Ces expérimentations prennent la forme d'une réappropriation collective de l'espace et de la parole par des performances, telles que des collages ou des flash mob, ou des occupations jusqu'à la mise en place de zone à défendre (ZAD). L'enjeu est la création de lieux questionnant le plus possible, voire mettant en suspens, les rapports de domination. Dans un contexte de discrédit de l'approche réformiste jugée trop lente, voire trompeuse, l'utopie en actes est valorisée comme une repolitisation nécessaire, voire paradoxalement comme le seul pragmatisme. Considérant que les répertoires d'action « classiques » telles que les manifestations ou le plaidoyer ne sont pas suffisants, et qu'une rupture révolutionnaire ne serait pas réaliste, voire pas souhaitable, la construction d'« alternatives émancipatrices dans les espaces et les fissures » du système existant est ainsi présentée comme « des institutions, des relations et des pratiques (...) ici et maintenant, qui préfigurent un monde idéal » (ibid. : 9).

Dans les entretiens, les responsables associatifs et les activistes, en particulier féministes, font référence à une utopie concrète, à la fois fluide et radicale, dans la mesure où elle repose sur la reconnaissance de l'interdépendance des dominations et des émancipations. Les catégories et leur opposition, en particulier les binarités raison/émotion, universalisme/particularité, sont perçues comme un héritage à dépasser, la modernité d'une société se mesurant à sa capacité à s'auto-transformer et pas seulement à se reproduire (Muller 2015). Le défi est alors de déterminer les modalités à mettre en œuvre pour construire une société qui ne nie pas les divergences d'intérêt, mais permet une cohabitation émancipée des individus, quelles que soient les catégories identitaires dans lesquelles ils/elles sont assigné.e.s. La question de savoir si les expérimentations et les réponses locales déboucheront sur une synergie spontanée ou sur des rencontres, des alliances ou des politiques de coalition (Collins 2017) construites est laissée ouverte par les militant.e.s et responsables associatifs interrogé.e.s.

Conclusion : D'un commun polémique à un commun émancipé

« Comment peut-on mener une vie bonne dans une vie mauvaise ? », s'interroge Judith Butler en 2012 au moment de recevoir le prix Theodor-W.-Adorno, reprenant à son compte pour la transformer la question du penseur allemand. Comment peut-on avoir une vie bonne « à l'intérieur d'un monde dans lequel la bonne vie est structurellement ou systématiquement interdite au plus grand nombre » (Butler 2014 : 56-57) ? Pour la philosophe américaine, le second problème est de déterminer « la forme que cette question peut prendre pour nous aujourd'hui. Autrement dit : comment le moment historique dans lequel nous vivons conditionne et influence la forme de la question elle-même ? » (ibid. : 57).

L'enquête effectuée auprès de plus de 120 responsables d'association et d'activistes mobilisé.e.s contre les injustices entre juillet 2019 et août 2020 souligne que cette interrogation se pose pour les féministes contemporaines dans un contexte de prise de conscience de l'interdépendance des dominations – sexiste, raciste, sociale et écocidaire – et des émancipations – féministe, anti-raciste, sociale, écologiste et anti-spéciste.

Inscrit dans un débat autour de l'articulation/imbrication des urgences sociales et écologiques, les féminismes contemporains se positionnent, pour reprendre la typologie d'Irène Pereira, dans un contexte où la grammaire nietzschéenne déconstruit « la croyance dans le grand récit de l'émancipation universelle de l'humanité, celui d'une théologie de l'histoire qui conduit soit à des États-Unis de l'humanité, soit à une révolution communiste » (Pereira 2010 : 21). Les activistes et responsables féministes interrogées revendiquent ainsi l'importance, à la fois « de mettre en place des microréalisations, de libérer des espaces éphémères » (id., ibid.), et de réhabiliter une participation citoyenne de tou.te.s et chacun.e à la vie démocratique témoignant de la persistance de leur attachement à la grammaire républicaine. Concrètement, cela s'exprime par des engagements et des actions s'inscrivant dans une diversité des tactiques – entre plaider, désobéissance civile et remise en cause de la frontière violence/non-violence – aussi bien au niveau individuel que collectif. Une militante, une association ou un collectif pouvant mêler ces approches ou considérer que la synergie repose sur une complémentarité des tactiques entre activistes et collectifs en fonction des spécificités et des choix de chacun.e. De plus, à travers la dénonciation d'un « ennemi commun » sous les traits d'un capitalisme sexiste, raciste, et écocidaire à dépasser, les féministes contemporaines interrogées s'inscrivent dans une forme de continuité avec la grammaire socialiste.

Au-delà de leurs divergences, les féministes interrogées font part de leur attachement à une transformation globale de la société, mais à travers des modalités complexes et fluides. Elles bousculent les dichotomies telles que réformisme/révolutionnaire, pragmatisme/utopie en associant leur engagement contre les injustices à une réhabilitation du politique comme utopie en acte. Elles se démarquent d'un rapport à la politique qui, en la réduisant à l'art du possible, la transforme en gestion faussement neutre, alors que le politique est fondamentalement l'art de faire advenir l'impossible (Scott 2002 : 40) dans l'intervalle entre ce qui est et ce qui devrait être. Elles appréhendent l'égalité comme un principe non pas idéalisé et éthéré, mais à appliquer à tou.te.s et chacun.e en le pensant en contexte, c'est-à-dire à la fois dans sa profondeur historique et son épaisseur sociale et politique.

En quittant la cérémonie au moment de la nomination de Roman Polanski au César du meilleur réalisateur le 28 février 2020, alors même qu'il a été condamné pour abus sexuel sur une mineure de 13 ans et accusé d'avoir commis d'autres violences sexuelles et qu'il fuit la justice américaine depuis 1978, l'actrice Adèle Haenel fait de la sortie du jeu une voie pour celles et ceux dont la voix, d'abord saluée comme courageuse, est réduite au silence comme un rappel à l'ordre envers celles et ceux qui seraient tenté.e.s d'espérer que la docilité n'est plus la règle. Du hashtag #Quittonslasalle initié par la philosophe Camille Froidevaux-Metterie à la tribune de Virginie Despentès « Désormais on se lève et on se barre » dans *Libération* le 1^{er} mars 2020, les féministes contemporaines revendiquent de n'être ni dupes ni passives dans un monde où les voix des dénonciatrices sont disqualifiées comme des indécences encombrantes de censeuses puritaines n'ayant pas les moyens de gâcher la fête des grands. Quitter la pièce, c'est choisir sa voie en mettant comme condition au dialogue un pas de côté, une cassure de l'histoire des dominations. Ce type de performance, individuelle et collective, incarne un féminisme participant d'un déplacement d'une fausse consensualité vers un dissensus assumé. Il s'agit de révéler ce qui persiste, résiste, se recompose dans une France du XXI^e ressemblant encore à une pièce de Marivaux où les valets ne sont nobles que le temps d'une farce. La sortie du jeu est alors une voix/voie puissante qui, comme l'analyse Judith Butler (2016 : 67), en exposant la contradiction par laquelle la prétention à l'universalité est à la fois posée et invalidée, produit une cassure émancipatrice et créatrice d'un autre réel. L'émancipation individuelle et collective consiste alors à se libérer des critères qui déterminent ce qui est reconnaissable et ce qui ne l'est, ce qui est dicible et entendable. Pour changer le cours de l'histoire, les féministes montrent qu'il peut être nécessaire de sortir de scène. Elles participent de la remise en cause de la « police » au sens de la distribution hiérarchique des places et des fonctions en s'inscrivant dans

un commun « polémique » (Rancière 2000) discutant des conditions d'impossibilité d'un commun émancipé.

Réjane Sénac

(*Sciences Po, Centre de recherches politiques de Sciences Po – CEVIPOF – CNRS*)

Références

Alinski, S. (1976) *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente*, trad. de l'américain par O. Heller et J. Gouriou. Paris : Seuil.

Arruzza, C., Bhattacharya, T. & Fraser, N. (2019) *Féminisme pour les 99% - Un manifeste*. Paris : La Découverte.

Badiou, A. (1997) *Saint Paul*, Paris : PUF.

Balibar, E. (2012) *Des Universels. Essais et conférences*. Paris : Galilée.

Bensa, A. & Fassin, E. (2002) « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38 : 5-20.

Blog de Mediapart (2020) Tribune « Covid-19 : les quartiers populaires en première ligne ! », 14 avril.

Boltanski, L. (2009) *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard, coll. NRF-Essais.

Boochkin, M. (2019) *Pour un municipalisme libertaire*. Lyon : Atelier de création littéraire.

Boring, A., Sénac, R., Dominguez, M., Mercat-Bruns, M., Périer, H. (2020) « La crise sanitaire et les inégalités entre les sexes en France », in M. Lazar, G. Plantin et X., Ragot, (dir.), *Le monde d'aujourd'hui. Les sciences sociales au temps de la Covid*, pp. 117-131. Paris : Presses de Sciences Po.

Bouamama, S. (blog de) (2020) « Le Corona Virus comme analyseur : Autopsie de la vulnérabilité systémique de la mondialisation capitaliste », 23 mars.

Butler, J. (2014) *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?* Paris : Payot.

Butler, J. (2016) *Rassemblement : pluralité, performativité et politique*. Paris : Fayard.

Butler, J. (2020). *The Force of Nonviolence. An Ethico-Political Bind*. New York : Verso.

Cohen, D., Algan, Y., Cautrès, B., Rouban, L. (2020) « Coronavirus : la crise sanitaire exacerbe la fracture sociale et politique », *Le Monde*, 18 avril.

Charbonnier, P. (2020) *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*. Paris : La Découverte.

- Collectif de 100 femmes (2018) « Nous défendons une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle », *Le Monde*, 8 janvier.
- Collins, P. H. (2017) « Où allons-nous, maintenant ? », *Les Cahiers du CEDREF*, 21 : 187-208.
- Combes, C., Garibay, D. & Goirand, C. (2016) *Les lieux de la colère : occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*. Paris : Karthala.
- Deleuze, G. (1969) *Logique du sens*. Paris : Éditions de Minuit.
- Derrida, J. (2005 [1994]) *Force de loi*. Paris : Galilée.
- Descola, P. (1984) *La Nature domestique : symbolique et praxis dans l'écologie des Achuars*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Dorlin E. (2009) (dir.) *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*. Paris : PUF.
- Dreyfus, H. & Rabinow, P. (1984) *Michel Foucault, un parcours philosophique*. Paris : Gallimard.
- Dubet, F. (2020) « Coronavirus : Le confinement accroît la violence des "petites inégalités" », *Le Monde*, 25 mars.
- Eaubonne d', F. (2018) *Écologie et féminisme : Révolution ou mutation ?* Paris : Libre & Solidaire.
- Fassin, F. (2020) « L'illusion dangereuse de l'égalité devant l'épidémie », site du Collège de France, 16 avril.
- Federici, S. (2019) *Le capitalisme patriarcal*. Paris : La Fabrique éditions.
- Ferdinand, M. (2019) *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Paris : Seuil.
- Fraisse, G. (1997) « La démocratie exclusive : un paradigme français », *Pouvoirs*, n° 82 : 5-16.
- Fraser, N. (2007) « The Politics of Framing: An Interview with Nancy Fraser », *Theory Culture & Society*, vol. 24, n° 4 : 73-86.
- Fraser, N. (2008) « Abnormal Justice », *Critical Inquiry*, vol. 34, n° 3 : 393-422.
- Fraser, N. (2011) « Devenir pairs. Entretien avec Nancy Fraser » ; *Vacarme*, n° 55 : 4-12.
- Front Uni des Quartiers Populaires – FUIQP (2020) « Déclaration nationale : Quartiers populaires et Corona Virus – Les tirailleurs du corona ! », 24 mars.
- Gancille, J.M. (2020) *Carnage. Pour en finir avec l'anthropocentrisme*. Paris : Rue de l'échiquier.
- Garrau, M. & Le Goff, A. (2009) « Vulnérabilité, non-domination et autonomie », *Astérian*, n° 6 : <https://journals.openedition.org/asterion/1532>
- Guichoux, A. (2016) « Nuit debout et les "mouvements des places" désenchantement et ensauvagement de la démocratie », *Les Temps Modernes*, n° 691 : 30-60.

Hayat, S. (2018) « Les Gilets jaunes et la question démocratique », *Contretemps*, 26 décembre : contretemps.eu/gilets-jaunes-question-democratique/.

Honneth, A. (2015) *Le Droit de la liberté. Esquisse d'une éthicité démocratique*. Paris : Gallimard.

Laclau, E. (2000) *La guerre des identités : grammaire de l'émancipation*. Paris : La Découverte MAUSS.

Lamoureux, D. (2010) « Hannah Arendt : Agir le donné », in D. Chabaud-Rychter (dir.) *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques, de Max Weber à Bruno Latour*, pp. 471-484. Paris : La Découverte, « Hors collection Sciences Humaines ».

Latour, B. (1991) *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris : La Découverte, « L'armillaire ».

Latour, B. (2020) « Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise », *AOC*, 30 mars.

Lorde, A. (2003 [1984]) *Sister Outsider, essais et propos d'Audre Lorde*. Paris : Mamamélis.

Marivaux (2004 [1750]) *L'île des esclaves* suivie de *La colonie*. Paris : Pocket.

Mégret, E. & Pombet, T. (2020) « Coronavirus : les pauvres paient la crise plus cher que les riches qui en sont responsables », *Huffpost*, 17 avril.

Mouffe, C. (2016) *L'illusion du consensus*. Paris : Albin Michel.

Muller, P. (2015) *La société de l'efficacité globale*. Paris : PUF.

Observatoire des inégalités (2020) « Ce que dit et fait le coronavirus aux inégalités », 12 avril.

Oxfam (2020) « Covid-19 : le virus des inégalités », 10 avril.

Pettit, P. (2004) *Républicanisme : une théorie de la liberté et du gouvernement*. Paris : Gallimard.

Pingeot, M. (2020) Tribune « Ce mortel ennui qui me vient... », *Le Monde*, 29 juillet.

Pereira, I. (2010) *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*. Paris : La découverte/Les empêcheurs de penser en rond.

Pleyers G. et Glasius M. (2013) « La résonance des "mouvements des places" : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, 2 : 59-80.

Rancière, J. (entretien avec) par Poirier, N. (2000) *Le Philosophe*, n° 13 : 29-42.

Scott, J. (1998) *La Citoyenne paradoxale : les féministes françaises et les droits de l'homme*. Paris : Albin Michel.

Scott, J. (2002) « L'énigme de l'égalité », *Cahiers du genre*, n° 33 : 17-41.

Rousseau, J. (2019) *Lutter ensemble. Pour de nouvelles complicités politiques*. Paris : Cambourakis.

Sénac, R. (2015) *L'égalité sous conditions. Genre, parité, diversité*. Paris : Presses de Sciences Po.

Sénac, R. (2017) *Les non-frères au pays de l'égalité*. Paris : Presses de Sciences Po.

Sénac, R. (2019) *L'égalité sans condition. Osons nous imaginer et être semblables*. Paris : Rue de l'échiquier.

Shiva, V. (2019) *1 % : Reprendre le pouvoir face à la toute-puissance des riches*. Paris : Rue de l'Échiquier.

Sourice, B. (2017) *La démocratie des places : des Indignados à Nuit debout, vers un nouvel horizon politique*. Paris : Éditions Charles Le Mayer.

Tribune collective (2020) « Plus jamais ça ! Préparons le "jour d'après" », 18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales, franceinfo.fr, 27 mars.

Vergès, F. (2019) *Un féminisme décolonial*. Paris : La Fabrique éditions.

Vitiello, A. (2019) « La démocratie radicale entre action et institution. De la politique adversariale à la politique préfigurative », *Raisons politiques*, n° 75 : 63-93.

Wright, E. O. (2017) *Utopies réelles*. Paris : La Découverte.

Zerelli, L. (2001) « Cet universalisme qui n'est pas un. À propos d'Émancipation(s) d'Ernesto Laclau », *Revue du MAUSS*, n° 17 : 332-354.